	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire
SIRET/SIREN
200 070 407 00222/ 200 070 407
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
20 rue de la Liberté Service Planification – Direction Aménagement du territoire BP 90162 63504 Issoire Tél. : 04 15 62 20 00 Courriel : <a href="mailto:planification@capissoire.fr">planification@capissoire.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
BARRAUD Bertrand, Président de la communauté d'Agglomération du Pays d'Issoire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Madame COMBE Perrine, Responsable Planification

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

Communauté d'Agglomération du Pays d'Issoire

20 rue de la Liberté

BP 90162

63 504 Issoire

Tél. : 04 73 55 62 71

Courriel : perrine.combe@capissoire.fr

## 2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Germain-Lembron

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

Dernière révision générale approuvée le 17/07/2008

Consultable à l'adresse suivante :

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Saint-Germain-Lembron (63)

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

La procédure de Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Germain-Lembron vise à permettre un projet de libération de foncier à vocation économique pour accueillir de nouvelles entreprises au sein de la ZAC des Coustilles (créée par délibération du 12 janvier 2005 du Conseil Communautaire de l'ancienne Communauté de Communes du Lembron Val d'Allier) sur du foncier inclus en zone AUa au PLU en vigueur (zone à urbaniser opérationnelle à vocation économique) mais frappé d'inconstructibilité du fait de l'application de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme aux abords de la bretelle de sortie de l'Autoroute A 75.

Le secteur de la commune concerné par cette procédure est la parcelle cadastrée AD0024 (anciennement YC368).



Périmètre aujourd'hui aménagé de la ZAC des Coustilles située à la sortie de l'échangeur autoroutier n°17 de l'A 75 (source fond de plan : [geoportail.fr](http://geoportail.fr))

3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglo Pays d'Issoire. Le SCoT de l'Agglo Pays d'Issoire a fait l'objet d'une révision approuvée le 1 <sup>er</sup> Mars 2018. Il s'agit donc d'un SCoT « intégrateur », c'est-à-dire qu'il est chargé de reprendre toutes les dispositions supérieures et de définir leurs modalités de prise en compte dans le SCoT et les documents d'urbanisme (lien de prise en compte, de compatibilité ou de conformité).
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Allier Aval approuvé en 2015 Plan de Gestion du Risque Inondation Loire-Bretagne 2022-2027 Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire approuvé en 2021
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> <b>Non</b>
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
PLU approuvé le 17/07/2008 n'ayant pas fait l'objet d'un cas par cas, la procédure n'existant pas à l'époque.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☐ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

La procédure engagée est une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Cette procédure est régie par les dispositions des articles L.300-1, L.300-6, L.153-54, L.153-55, L.153-57, L.153-58, L.153-59, R.153-13, R. 153-15 et R.153-16 du Code de l'urbanisme.

Selon l'article R.153-15 du code de l'Urbanisme : « Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction. »

C'est le Président de l'organe délibérant de l'EPCI qui mène la procédure de mise en compatibilité.

Dans le cadre de la constitution du dossier, l'API doit réaliser une pré-évaluation environnementale au titre de l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit d'un examen au cas par cas réalisé par l'autorité responsable du plan visant à analyser si la procédure de mise en compatibilité du PLU est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Cette pré-évaluation environnementale doit être soumise à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour avis conforme. Au vu de cet avis conforme, l'EPCI doit délibérer pour décider de la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.



Une fois le dossier constitué, une réunion d'examen conjoint doit avoir lieu. L'objectif est de présenter le dossier aux personnes publiques associées (mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme) et présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en comptabilité du PLU avec la déclaration de projet (cf : article L.153-54 2° du Code de l'Urbanisme).

A l'issue de cette réunion, un procès-verbal doit être établi et joint au dossier d'enquête publique.

Une enquête publique est ensuite organisée. Elle porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la modification nécessaire des pièces du document d'urbanisme (cf. article L.153-54 1° du Code de l'Urbanisme).

Ensuite, selon l'article L 153-57 du Code de l'Urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, l'organe délibérant de l'EPCI décide de la mise en compatibilité du plan. La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée par délibération du conseil communautaire.

## 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de Saint-Germain-Lembron en 2021 : 2 008 habitants.

### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Saint-Germain-Lembron : 1 012 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	117,67	7,5 %	117,67	7,5 %
zones 1 AU	55,15	3,5 %	55,03	3,5 %
zones 2 AU	4,82	0,3 %	4,82	0,3 %
zones A	959,4	61,1 %	959,4	61,1 %
zones N	432,96	27,6 %	433,08	27,6 %
Total	1 570	100 %	1 570	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU ayant été approuvé le 17/07/2008, il ne comporte pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, introduits dans les PLU par les lois Grenelles de 2009 et 2010 et la loi ALUR de 2014.

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure de Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Germain-Lembron vise à permettre un projet de libération de foncier à vocation économique pour accueillir de nouvelles entreprises au sein de la ZAC des Coustilles (créée par délibération du 12 janvier 2005 du Conseil Communautaire de l'ancienne Communauté de Communes du Lembron Val d'Allier) sur du foncier inclus en zone AUa au PLU en vigueur (zone à urbaniser opérationnelle à vocation économique) mais frappé d'inconstructibilité du fait de l'application de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme aux abords de la bretelle de sortie de l'Autoroute A 75.

Cette procédure de mise en compatibilité nécessite :

- l'évolution du plan de zonage, du règlement écrit et la définition d'une Orientation d'Aménagement afin de **tenir compte des mesures prescrites par l'étude de dérogation à l'amendement Dupont en contrepartie de la réduction de la marge de recul** s'appliquant au titre de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme ;
- de **tenir compte des mesures prescrites par la pré-évaluation environnementale** à réaliser au titre de l'article R 104-33 du Code de l'Urbanisme **afin de s'assurer que la mise en compatibilité du PLU ne présente pas de risques d'incidences notables sur l'environnement.**

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La présente mise en compatibilité vise à réduire la marge de recul de 100 m à l'axe de la bretelle de sortie de l'A75 qui frappe la parcelle AD0024 au titre de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme. **Cette marge de recul implique l'impossibilité de construire sur une superficie de 12 039 m<sup>2</sup>, soit 60 % de sa superficie totale parcelle AD 0024 (21 086 m<sup>2</sup>).** La procédure vise à ramener la marge de recul de 100 m à 5 m.



Parcelle AD0024 à la sortie de l'A75 de l'échangeur n°17 sur la commune de Saint-Germain-Lembron

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☒ Oui

☐ Non

Dans le cadre des mesures prescrites par la pré-évaluation environnementale, la limite parcellaire nord du site de projet a fait l'objet d'un classement en zone naturelle N sur une bande de 4 m, soit une surface de 1 219 m<sup>2</sup>.

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

☒ Oui

☐ Non



Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Dans le cadre des mesures prescrites par la pré-évaluation environnementale, la haie existante en limite nord de la parcelle AD0024 est repérée au plan de zonage au titre de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme afin d'assurer sa protection sur une longueur d'environ 160 m.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

La présente mise en compatibilité vise à réduire la marge de recul de 100 m à l'axe de la bretelle de sortie de l'A75 qui frappe la parcelle AD0024 au titre de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme. **Cette marge de recul implique l'impossibilité de construire sur une superficie de 12 039 m<sup>2</sup>, soit 60 % de sa superficie totale parcelle AD 0024 (21 086 m<sup>2</sup>).** La procédure vise à ramener la marge de recul de 100 m à 5 m.



Parcelle AD0024 à la sortie de l'A75 de l'échangeur n°17 sur la commune de Saint-Germain-Lembron

#### 4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Le projet que la Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire souhaite reconnaître d'intérêt général et appelant à mettre en compatibilité le PLU de Saint-Germain-Lembron est un projet de libération de foncier à vocation économique pour accueillir de nouvelles entreprises au sein de la ZAC des Coustilles sur du foncier inclus en zone AUa au PLU en vigueur (zone à urbaniser opérationnelle à vocation économique) mais frappé d'inconstructibilité du fait de

*Périmètre aujourd'hui aménagé de la ZAC des Coustilles située à la sortie de l'échangeur autoroutier n°17 de l'A 75 (source fond de plan : géoportail.fr)*





l'application de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme aux abords de la bretelle de sortie de l'Autoroute A 75.

Cette procédure de mise en compatibilité nécessite :

- l'évolution du plan de zonage, du règlement écrit et la définition d'une Orientation d'Aménagement afin de **tenir compte des mesures prescrites par l'étude de dérogation à l'amendement Dupont en contrepartie de la réduction de la marge de recul** s'appliquant au titre de l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme ;
- de tenir compte des mesures prescrites par la pré-évaluation environnementale à réaliser au titre de l'article R 104-33 du Code de l'Urbanisme afin de s'assurer que la mise en compatibilité du PLU ne présente pas de risques d'incidences notables sur l'environnement.

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur**

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité


Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**

☐ Oui

☒ **Non**

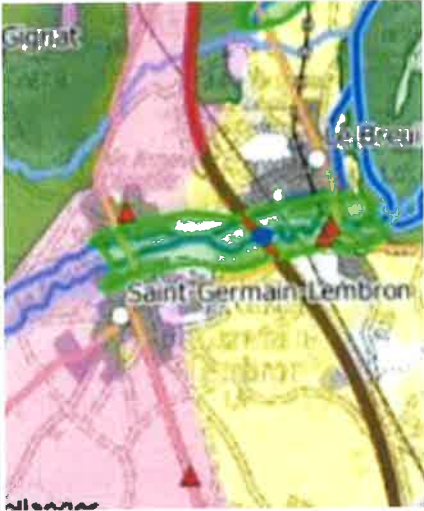
Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Saint-Germain-Lembron accueille un site Natura 2000 « Vallées et côteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes ». Il s'agit d'un site relevant de la directive Habitat, composé d'une quarantaine d'entités distinctes réparties de part et d'autre de la vallée de la Couze, et couvrant, au total, une superficie de 2 311 ha.</p>  <p>Localisation du site Natura 2000 sur le territoire communal.</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La limite communale nord avec la commune de Le Broc est impactée par une servitude AC1 liée à la protection des abords de Monuments Historiques.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En 2020 et 2021, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Allier aval a mené une étude d'inventaires des zones humides permettant de préciser la pré-localisation réalisée en 2012 et figurant au PLU en vigueur.

<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>➤ <b>La Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCOT de l'Agglomération Pays d'Issoire</b></p> <p>Le SCoT du Pays d'Issoire identifie plusieurs enjeux écologiques sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des réservoirs de biodiversité, correspondant essentiellement aux sites Natura 2000 : secteurs par principe inconstructibles</li> <li>- Des corridors écologiques de la Trame Verte, en particulier des milieux forestiers et boisés ; des milieux agricoles et ouverts ; et dans une moindre mesure des zones relais des milieux agricoles et ouverts et des milieux thermophiles ouverts : ces espaces ne sont, par principe, pas constructibles</li> <li>- La vallée de la Couze concentre également des enjeux particulièrement importants en matière de corridors écologiques à remettre en bon état et de corridor écologique de la trame vert (milieux agricoles et ouverts) : au sein des réservoirs de biodiversité et de la trame bleue, aucune urbanisation nouvelle n'est autorisée, <b>sauf en cas de justification particulière</b></li> <li>- A hauteur du passage de l'autoroute A75, le SCoT identifie également plusieurs corridors écologiques terrestres et terrestres-aquatiques, favorisant les passages sous l'autoroute.</li> </ul>
		<p>➤ <b>La Trame Verte et Bleue à l'échelon régional (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité entre les Territoires)</b></p> <p>Le SRADDET a été adopté par le Conseil Régional lors de sa session des 19 et 20 Décembre 2019. <b>Les enjeux écologiques identifiés</b></p>






			<p>dans ce document sont similaires au SCOT du Pays d'Issoire.</p>  <p><b>Trame verte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réservoirs de biodiversité</li> <li>Corridors surfaciques</li> <li>Corridor thermophile en pas japonais</li> <li>Corridors écologiques à prédériver liés aux infrastructures</li> </ul> <p><b>Trame bleue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cours d'eau de la trame bleue</li> <li>Zones humides (inventaires départementaux)</li> </ul> <p><b>Espaces perméables relais</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espaces perméables liés aux milieux terrestres</li> </ul>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-une ZNIEFF de type 1 « Coteaux du Lembronnais » ;</li> <li>- Une ZNIEFF de type 1 « Pic de Brionnet – Puy du Joux » ;</li> <li>- Une ZNIEFF de type 2 « Coteaux de Limagne occidentale ».</li> </ul>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des espaces boisés sont repérés au plan de zonage du PLU en vigueur au titre de l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme. Ils sont localisés sur les principaux espaces boisés de la commune longeant la rivière La Couze.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	


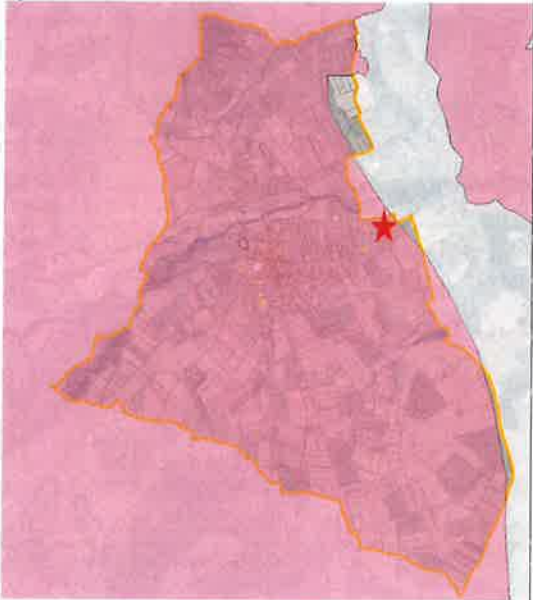
**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est localisé à 1,6 km de la zone Natura 2000 « Vallées et côteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes ».</p>  <p>Localisation du site Natura 2000 sur le territoire communal et du site de projet.</p> <p>Le site de projet est également à 1,3 km du site Natura 2000 « Val d'Allier-Allagnon » situé à l'est sur la commune voisine du Breuil-sur-Couze.</p>
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine.			
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de projet est localisé à 2 km de la servitude AC1 liée à la protection des abords de Monuments Historiques présente en limite communale nord.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est localisé à 120 m d'une zone humide identifiée dans le cadre de l'inventaire réalisé en 2020 par le SAGE Allier Aval.</p> <p>- Zones humides</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> ZH soumises à consultation</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> ZH ponctuelles inventoriées avant 2021</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> ZH inventoriées avant 2021</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Enveloppes prospectées en 2020</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Enveloppes prospectées en 2021</li> </ul> 
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)			Le site de projet est localisé à 120 m d'un corridor écologique identifié au SCoT de l'Agglomération du Pays d'Issoire et correspondant à la vallée de la Couze.
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	 <p>Corridors écologiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> A améliorer</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> A remettre en bon état</li> </ul> <p>Par dessous l'A75</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> Aquatique</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Terrestre</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Terrestre et aquatique</li> </ul> <p>Par dessus l'A75</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> Terrestre</li> </ul>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est localisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 km de la ZNIEFF de type 1 « Coteaux du Lembronnais » ;</li> </ul>



			<p>- 1,6 km de la ZNIEFF de type 1 « Pic de Brionnet – Puy du Joux » ;  - 1,2 km de la ZNIEFF de type 1 « Pic de Nonette » localisé sur la commune voisine à l'est ;</p>  <p><i>Localisation du site Natura 2000 sur le territoire communal et du site de projet.</i></p> <p>Le site de projet est localisé dans la ZNIEFF de type 2 « Coteaux de Limagne occidentale », comme la quasi-totalité du territoire communal.</p>  <p><i>Localisation de la ZNIEFF de type 2 sur le territoire communal et du site de projet.</i></p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de projet est localisé à 1,4 km à l'est des EBC délimités au plan de zonage du PLU dans la vallée de la Couze.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
-			

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en mars, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

-

**7.3 Procédure de participation du public envisagée**

- enquête publique

☒ Oui☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

- autre, préciser les modalités

-

**8. Annexes****8.1 Annexes obligatoires**

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

**8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant**

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Annexe 1 : Rapport de présentation

Annexe 2 : Modifications de zonage avant-après

Annexe 3 : Auto-évaluation

Annexe 4 : OA modifiées

Annexe 5 : Plan de zonage modifié

Annexe 6 : Règlement modifié

**9. Engagement et signature**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Issoire	le,	06 janvier 2025
Nom	COSTON	Prénom	David
Qualité	1er Vice-président Évaluation des politiques communautaires, Urbanisme, Numérique et informatique		

Signature

